

AVIS D'APPEL

A- 48 -17

COUR D'APPEL FÉDÉRALE

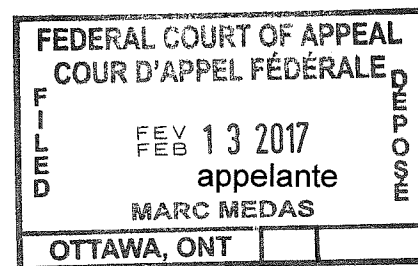
ENTRE :

MARIE MACHE RAMEAU

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

intimé



AVIS D'APPEL

(en vertu du paragraphe 27(1) de la Loi sur les Cours fédérales)

À L'INTIMÉ :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par l'appelant. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LE PRÉSENT APPEL sera entendu par la Cour d'appel fédérale aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par l'appelant. Celui-ci demande que l'appel soit entendu à (endroit où la Cour d'appel fédérale siège habituellement).

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'APPEL, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de l'appel ou recevoir signification de tout document visé dans l'appel, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 341A des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat de l'appelant ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, à l'appelant lui-même, DANS LES 10 JOURS suivant la date à laquelle le présent avis d'appel vous est signifié.

SI VOUS VOULEZ OBTENIR LA RÉFORMATION, en votre faveur, du jugement faisant l'objet de l'appel, vous devez signifier et déposer un avis d'appel incident, selon la formule 341B des Règles des Cours fédérales, au lieu de signifier et de déposer un avis de comparution.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la cour, à Ottawa (no de téléphone 613-996-6795), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'APPEL, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE
RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

(Date)

Délivré par : 
MARC MÉDAILLE (Fonctionnaire du greffe)
REGISTRY OFFICER
AGENT DU GREFFE

Adresse du bureau local : 90 rue Sparks, 1^e étage
Ottawa (Ontario)

DESTINATAIRES :

Procureur général du Canada
William F. Pentney
Sous-ministre de la Justice et
sous-procureur général du Canada
Justice Canada
284, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Attention : Ludovic Sirois
Téléphone : (613) 960-2628
Télécopieur (613) 952-6006

APPEL

L'APPELANTE INTERJETTE APPEL à la Cour d'appel fédérale à l'égard du jugement rendu par la Cour fédérale en date du 13 janvier 2017 rejetant sa demande de contrôle judiciaire. (T-1766-14)

Les origines de cet appel

En 2012, l'appelante, Marie Mache Rameau, avait déposé une plainte de discrimination raciale contre son employeur, l'Agence canadienne de développement international (« l'ACDI » ou « l'intimée »), auprès de la Commission canadienne des droits de la personne (« la Commission ») alléguant qu'elle était victime d'un traitement discriminatoire en matière d'emploi, sur la base de sa race et de son origine ethnique. Dans cette plainte (« la plainte *ex post facto* ») l'appelante allègue que l'intimée a contrevenu à un protocole d'entente entre elle et l'ACDI. Ce protocole, signé le 29 novembre 2006, suite à une médiation facilitée par le Tribunal canadien des droits de la personne, concernait une première plainte de discrimination raciale déposée à la Commission en juillet 2003, dans le dossier numéro 2003-1234 (« la plainte d'origine »). Plus précisément, la plainte *ex post facto* allègue que l'intimée a fait preuve de discrimination en exerçant des représailles contre elle, y compris le fait de se soustraire de ses obligations telles que stipulées dans le protocole d'entente concernant la première plainte, et en prenant, à son endroit, d'autres mesures défavorables qui ont mené à son congédiement en 2014.

Par sa décision du 16 juillet 2014, la Commission a rejeté la plainte de la demanderesse en vertu de l'article 44(3)(b)(i) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* (« LDCP ») « ...compte tenu des circonstances ». En rejetant la plainte de l'appelante, la Commission s'est basée sur le rapport de l'enquêtrice de la Commission en date du 27 mars 2014 (« le rapport d'enquête »). Ce rapport a conclu qu'une décision précédente de la Cour fédérale concernant une requête en outrage visant l'exécution du protocole d'entente liée à la plainte originale, a légalement traité l'essence de la plainte de la demanderesse. L'approche de l'enquêtrice a mené à deux rejets significatifs dans la prise d'une décision juste et équitable. D'une part, l'approche

de l'enquêtrice ferme complètement la porte à une considération des événements antérieurs à la plainte originale. Par ailleurs cette approche rejette la possibilité de mener une enquête approfondie afin de déterminer s'il y a lieu de conclure qu'on est face à un modèle de traitement discriminatoire basé sur les événements antécédents. Elle a aussi exclu la considération à savoir s'il y a eu contravention du protocole d'entente, ainsi qu'une considération sur les conséquences possibles de cette contravention sur l'avenir professionnelle de la plaignante.

Dans sa demande de contrôle judiciaire, l'appelante a soumis que la décision de la Commission était entachée d'erreurs fondamentales pour plusieurs raisons, entre autres, que – contrairement à ce que l'enquêtrice a conclu - la décision de la Cour fédérale n'avait pas finalement décidé s'il y avait eu un bris du protocole d'entente. Dans le contexte de la requête en outrage au tribunal, la cour s'était penchée uniquement sur la question à savoir si les circonstances établissaient une preuve *prima facie* capable de soutenir une poursuite criminelle. Par ailleurs dans son analyse, la Cour fédérale ne s'était pas investie du pouvoir d'évaluer une allégation de discrimination basée sur la race ou sur l'origine ethnique.

La décision sous appel

Pourtant, la Cour fédérale, dans sa décision du 13 janvier 2017, a conclu que la Commission n'était pas obligée d'enquêter la question du bris du protocole d'entente, ni son impact, ni son lien avec un modèle prétendu de traitement discriminatoire plus récent basé sur les faits antécédents qui ont mené au protocole en question. Dans les motifs de sa décision, la Cour a considéré un rapport préliminaire de la Commission émis en mars 2013 (« **le rapport préliminaire** ») qui a recommandé que la plainte n'était pas vexatoire au sens de l'article 41 de la LCDP. En particulier, le rapport contient les observations suivantes relativement à la requête en outrage au tribunal devant la Cour fédérale: (i) que les questions des droits de la personne soulevées par la plainte n'étaient pas devant la Cour ; (ii) qu'il y avait des allégations dans la plainte qui n'étaient pas devant la Cour ; et (iii) que la procédure d'outrage soulève des considérations différentes et un fardeau de preuve distinct de la Commission.

Qui plus est, dans sa décision sous appel, la Cour fédérale a réconcilié le rapport préliminaire avec le rapport d'enquête, en date du 27 mars 2014. Dans ce contexte, la Cour indique qu'il n'est pas nécessaire que la Commission donne un avis à la plaignante concernant la portée de son enquête avant la fermeture de cette enquête. Autrement dit encore et d'après la logique de la Cour, il suffit que cette conclusion soit énoncée dans le rapport d'enquête et que l'appelante ait simplement un droit de réplique.

Par ailleurs, la Cour a conclu que cette exclusion de la part de la Commission était raisonnable en ce sens que le rapport préliminaire avait également indiqué que la plainte soulevait des allégations additionnelles, notamment « ...l'allégation que la suppression de son poste constitue des mesures de représailles ». De l'avis de la Cour, la Commission n'avait pas décidé de traiter toutes les allégations de l'appelante. Ce raisonnement ignore l'effet procédural de la décision préliminaire de la Commission qui instruit l'enquêtrice de la Commission de traiter la plainte dans son ensemble. La Cour ignore aussi le fait qu'outre les allégations liées aux représailles, la Commission avait déjà enquêté sur d'autres allégations telles que celles liées aux obstacles discriminatoires dont l'employeur a fait preuve dans le processus de la promotion de l'appelante à un niveau supérieur au niveau PE-03. La décision de la cour ne tient pas non plus compte du fait que le rapport d'enquête indique que « ...les allégations concernant le protocole d'entente ont été traité par un autre processus et la Commission ne traitera pas de ces allégations ». Respectueusement, cette conclusion est en contradiction directe avec l'analyse et les observations dans le rapport préliminaire adopté par la Commission. Ces deux raisonnements contradictoires ne peuvent pas être soutenus en même temps.

L'appelante soumet que la décision de la Cour est déraisonnable, illogique et en contradiction avec les procédures de la Commission.

LES MOTIFS DE L'APPEL sont les suivants :

1. La Cour a rendu une décision erronée en concluant que la Commission, par sa décision préliminaire en vertu de l'article 41 de la LCDP, a décidé de ne pas traiter certaines des allégations dans la plainte.
2. La Cour a rendu une décision erronée en ignorant le fait que les motifs d'un rapport d'enquête deviennent les motifs d'une décision de la Commission dans le mesure où la recommandation finale du rapport est approuvée par la Commission.
3. La Cour a rendu une décision erronée dans son interprétation de l'impact procédural de la décision préliminaire de la Commission du 19 juin 2013 sur la portée d'une enquête par la Commission.
4. La Cour a rendu une décision erronée dans son interprétation de la portée de la décision de la Commission en date du 19 juin 2013.
5. La Cour a rendu une décision illogique et contradictoire en soutenant que la décision de la Commission du 16 juillet 2014 est raisonnable et conforme à l'équité procédural malgré la contradiction entre le rapport préliminaire et le rapport d'enquête quant au traitement du protocole d'entente par un autre processus.
6. La Cour a rendu une décision erronée en indiquant que dans son rapport préliminaire en vertu de l'article 41 de la LCDP, la Commission n'avait pas l'obligation procédurale de clairement énoncer les allégations qui ne seraient pas traitées dans son enquête, afin de donner un droit de réplique à l'appelante.
7. La Cour a rendu une décision erronée en concluant qu'un droit de réplique à un rapport d'enquête pourrait équitablement se substituer à une omission de la Commission d'enquêter sur une allégation importante.
8. La Cour a rendu une décision erronée en concluant que la Commission n'avait pas la compétence requise pour interpréter le protocole d'entente.

9. La Cour a rendu une décision erronée en ignorant l'objet de la LCDP quant au devoir et à la responsabilité morale de la Commission d'interpréter un protocole d'entente approuvé en vertu de la LCDP.
10. La Cour a rendu une décision erronée en présumant que les allégations qui n'ont pas été traitées par la Cour fédérale dans le contexte d'une requête en outrage au tribunal sont uniquement liées à des allégations sur les représailles.
11. La Cour a rendu une décision erronée en concluant implicitement qu'une décision préliminaire de la part de la Commission de traiter uniquement les allégations sur les représailles pourrait encadrer d'autres allégations (concernant la promotion de l'appelante) dont celles prises en considération par la Commission dans son enquête
12. Tout autre base soumis par l'avocat de l'appelante et que cette cour estime juste et raisonnable dans les circonstances.

le 13 février 2017



HAMEED LAW
Avocats
43, rue Florence
Ottawa (Ontario) K2P 0W6

Yavar Hameed
Tél : (613)232-2688 ext. 228
Fax : (613)232-2680
Avocats de l'appelante, Marie Mache-
Rameau

Federal Courts Fees Receipt
Reçu pour frais judiciaires des cours fédérales

NO. A571558



Federal Court of Appeal /

Federal Court /

Court Martial Appeal Court of Canada /

Cour d'appel fédérale ☐

Cour fédérale ☒

Cour d'appel de la cour martiale ☐

To / À :

Name/Nom :

M. Yavar Hameed

Organization/Organisation :

Address/Adresse :

Date : 13 février 2017

Issuing Office / Bureau émetteur : Ottawa

Prepared by / Préparé par : Marc Medas

Court File No. /

N° du dossier de la Cour :

A-48-17

Style of Cause & Description of Services Provided
Intitulé de la cause et description des services rendus

Cost(s)
Frais

Marie Mache Rameau

Le Procureur Général du Canada

Avis d'appel

Total =

\$50.00

Method of Payment/ Mode de paiement

☐ Account / Compte

☐ Cheque No. / N° chèque:

☐ American Express:

Dept# / # Département : _____

☐ MasterCard :

Org Code / Code org : _____

Reference Code / Code référence : _____

☒ Visa :

☐ Cash / Comptant

☐ Debit Card / Carte de débit

White - Original file - Ottawa
 Blanche - Dossier original - Ottawa

Blue - Accounting - Ottawa
 Bleue - Comptabilité - Ottawa

Goldenrod - Accounting 2nd copy, Local Office
 where costs retained by Province (Ottawa
 Statistics) /
 Or - Comptabilité 2^e copie, Bureau local lorsque
 les frais sont retenus par la province (Statistiques Ottawa)

Pink - Party
 Rose - Partie

Canary - Duplicate - Local office
 Jaune - Duplicata - Bureau local